

LES ANNEXES AU TEXTE

« CHANGEONS
D'EUROPE »



LES ANNEXES au texte



Du 19 au 30 septembre, plus de 1 000 propositions nous sont parvenues, de toute part (sections, Fédérations, groupe de travail,...) et ont fait évoluer le contenu du texte qui deviendra « Changeons d'Europe ».

De nombreuses propositions, très intéressantes, ne pouvaient pas être publiées directement dans le texte. Nous avons donc créé les Annexes pour les rassembler. Elles constituent à présent une boîte à idées, qui complète les principales mesures, dans laquelle il sera possible de puiser ultérieurement pour étayer ou enrichir nos propositions.

★★★★★

UN PLAN D'URGENCE EUROPÉEN POUR LE CLIMAT

- **La promotion de systèmes d'économie circulaire et lutter contre l'obsolescence programmée** (valorisation des déchets organiques, règlement européen sur le gaspillage alimentaire, éco-conception, garantie des produits).
- **Un plan mondial pour le nettoyage des océans** et étendre le nouveau corps européen de solidarité, à des projets basés sur le ramassage des déchets. Réglementer de façon stricte et non-négociable la production, l'utilisation, la vente, l'importation et le recyclage des produits plastiques.
- **La révision ambitieuse de la législation actuelle en matière de qualité de l'air.** Il est urgent d'actualiser les normes européennes et de les aligner sur celles de l'Organisation Mondiale de la Santé qui sont plus exigeantes. Il nous faut aussi un mécanisme ferme pour faire respecter des normes ambitieuses et nous doter de moyens à la hauteur de nos ambitions.
- Fixer à l'Europe un objectif de **100% d'énergies décarbonées**, Europe zéro CO₂.
- Mettre en place **une taxe carbone aux frontières** de l'Europe.
- **Mettre en place des obligations vertes** destinées à financer la transition écologique.
- Soutien actif de l'Europe au Pacte Mondial pour les Réfugiés proposé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

L'EUROPE, FER DE LANCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

UNE RÉVOLUTION DE LA PAC POUR

- Accompagner les agriculteurs dans une transition vers un modèle durable de développement et économiquement viable en leur garantissant un revenu stable.
- Assurer une meilleure régulation des marchés et une redistribution des aides publiques en faveur des fermes familiales, plus performantes en termes d'emploi et plus résilientes.
- Renforcer les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique, et prévoir un plan d'action européen d'indépendance en protéines végétales afin de réduire l'importation de soja destiné à l'alimentation animale et de permettre aux agriculteurs d'utiliser moins d'engrais azotés.
- Valoriser les zones rurales - nous nous opposerons donc fermement à la baisse du FEADER.
- Des IGP pour les produits non agricoles : l'Europe peut défendre l'industrie à l'échelle des territoires avec la protection des indications géographiques pour les produits non agricoles. Nous proposons une législation pour assurer la protection des produits qui présentent les caractéristiques typiques d'un lieu ou d'une région.
- Protéger les consommateurs et les producteurs des oligopoles de la grande distribution et des multinationales de l'agrochimie.
- Intégrer le principe de sécurité alimentaire dans le droit européen de la concurrence, notamment lors de l'examen du rachat de grandes multinationales tel que Monsanto par Bayer.
- **Favoriser les circuits courts** et les petites structures par des aides spécifiques.
- **Adopter** un règlement européen contre le gaspillage alimentaire.
- Exclusion des produits vulnérables au début de tout accord commercial.

FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- Faire de la BEI la banque de la transition écologique et du développement durable.
- Soutenir les initiatives des acteurs publics locaux et des citoyens dans la période de montée en puissance du nouveau modèle productif social écologique.
- Mettre en place des obligations vertes destinées à financer l'union énergétique, les ENR et la transition agricole vers des circuits courts et bio, ainsi que la recherche en sciences environnementales.
- Réduire des écarts de développement entre les régions.

DÉFENDRE LA BIODIVERSITÉ

- Limitation de l'urbanisation périphérique.
- Interdiction rapide des pesticides dangereux.
- Réduction des quotas de pêche avec limitation de l'importation en provenance de pays ne respectant pas ces règles.

PROMOUVOIR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE, FAIRE ÉVOLUER LE MIX ÉNERGÉTIQUE, LES TRANSPORTS

- Promotion des économies d'énergie : isolation des logements, augmentation jusqu'à 100€ la tonne de la contribution carbone, création d'une ADEME européenne, développement de l'économie circulaire, ...
- Évolution du mix-énergétique européen : diminution progressive de la part du nucléaire, accroissement des ENR, fin du subventionnement des énergies polluantes, fermeture effective des centrales à charbon.
- Anticipation et planification des transitions des secteurs et régions menacées par les pertes d'emplois et accompagner les « perdants » de la transition écologique.
- Mettre en place une **taxe carbone** aux frontières de l'Europe.
- Une Europe du quotidien pour les travailleurs transfrontaliers : la libre circulation s'est traduite par le développement de pôles créateurs d'emplois et de richesses aux frontières des états membres. La question de la mobilité est donc un enjeu majeur, elle doit se faire dans le respect des critères de développement durable via la création d'une **agence européennes des mobilités**.

PROTÉGER LA SANTÉ

DES AGRICULTEURS ET DES CONSOMMATEURS

- Renforcer la coopération sanitaire en Europe dans le but de mieux protéger les citoyens européens.
- L'influence des lobbies sur les propositions de lois et les prises de décisions. Instaurer plus de clarté sur leur présence et leur influence. Par ex : obligation de mentionner clairement la liste des lobbies ayant manifesté leur position pour tout nouveau texte de loi discuté.

L'EUROPE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

- **Supprimer réellement les billets de 500 euros** et retirer cette coupure du parc monétaire qui facilite le crime-organisé, le blanchiment, la fraude et l'évasion fiscales.
- Un modèle européen d'entreprise avec « la garantie d'une harmonisation des règles fiscales et sociales pour lutter contre le dumping ».
- Lier commerce international et lutte contre le dumping.
- Mettre fin au transfert de la fiscalité des entreprises vers les salariés et taxer les entreprises de manière plus équitable dans les pays de l'UE.

UNE POLITIQUE MIGRATOIRE COURAGEUSE, À LA HAUTEUR DE NOTRE DEVOIR

- **Sur le modèle du GIEC**, créer un nouvel outil européen pour anticiper et réguler les flux migratoires – notamment les réfugiés climatiques, qui vont être de plus en plus nombreux – selon des clés de répartition communément admises et acceptées.
- **Une Europe qui aide véritablement les pays en voie de développement.**
- **Relancer le partenariat UE / Méditerranée et Afrique** dans l'objectif de créer une communauté de valeurs, d'intérêts et de destins, en rupture avec la logique sécuritaire de la droite européenne.
- **Lancer un agenda de coopération économique régionale et sous-régionale** pour résorber les disparités sociales et économiques entre les deux rives de la Méditerranée et ancrer la région dans l'économie mondiale.
- **Lutter contre les passeurs et démanteler les réseaux de trafic des êtres humains**, véritables organisations criminelles qui exploitent la vulnérabilité des migrants. Pour cela, il faut renforcer la présence de l'Union européenne en mer Méditerranée.
- **Prévenir le phénomène de «fuite des cerveaux»** avec les pays d'origine des migrations avec une politique de développement adaptée.
- **Accueil et intégration** : l'Europe doit créer des centres de premiers accueils pour recevoir de manière inconditionnelle les sans-abris et travailler à leur orientation selon leur situation. Elle doit aussi construire une politique d'intégration forte, fondée sur un apprentissage soutenu, dès l'arrivée en Europe, de la langue du pays d'accueil.
- Mise en place d'une politique européenne commune d'**aide au développement**, de coopération économique et de stabilisation des régions d'exil.

GARANTIR LES DROITS FONDAMENTAUX DES EUROPÉENS

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

- Égalité Femme – Homme : trois axes au cœur de l'Agenda européen :
 - 1/ la lutte contre les violences faites aux femmes (ratification de la Convention d'Istanbul et Directive dédiée),
 - 2/ l'égalité des salaires et des pensions,
 - 3/ la conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle.
- La consécration de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes avec mise en place d'un arsenal répressif harmonisé au niveau européen pour éviter la concurrence salariale par les discriminations de sexe.
- Des mesures concrètes, telles que la taxe tampon (suppression de la TVA pour les produits d'hygiène féminine).

L'EUROPE LEADER DES DROITS LGBTI

- L'Europe doit tout d'abord être exemplaire sur son propre territoire. Lutter contre toutes les formes de discriminations contre les personnes LGBTI+.
- L'Europe doit assurer la libre circulation effective de tous les citoyens et de leur famille.
- L'UE, leader mondial de la protection des personnes LGBTI dans le monde.
- Accorder l'asile aux personnes LGBTI persécutées.
- Le PSE doit devenir une force politique européenne majeure pour les droits LGBTI et pour faire évoluer les législations au niveau national.

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE

- Création d'un Défenseur des droits des citoyens européens qui pourrait être saisi par tout citoyen de l'Union si celui-ci constatait la violation d'un des droits fondamentaux garantis par la Charte de Nice, en particulier les atteintes à l'égalité femmes/hommes.
- Protéger les lanceurs d'alerte et les journalistes.
- **Garantir une plus grande transparence des institutions** et l'indépendance de la fonction publique européenne. Mieux prévenir le pantouflage des anciens commissaires de la fonction publique européenne, imposer un registre des lobbyistes juridiquement contraignant à l'ensemble des institutions européennes et représentations. Obtenir la transparence des négociations COREPER, que les gouvernements nationaux assument publiquement les positions qu'ils défendent au Conseil de l'UE et lors des réunions de chefs d'État et de gouvernements.
- **Établir un cadre européen pour les services publics et les « biens communs »**, qui garantira aux citoyens non seulement un droit d'accès universel et égal à ces services et à ces « biens communs » mais qui permette aussi de prendre en compte des nouveaux besoins et aux citoyens de participer à l'évaluation des missions de services publics.
- **Adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme** du Conseil de l'Europe.
- **Assurer l'État de droit** par la révision de l'article 7 pour rendre effectif un mécanisme de contrôle et de sanctions de l'État de droit efficace et réactif pour faire face à d'éventuelles violations intervenues dans les États.

L'EUROPE DE LA CULTURE ET DE LA JEUNESSE

- **Exception culturelle européenne**, statut de l'intermittence dans l'Union, droit d'auteur européen.
- **Apprendre l'histoire des mouvements culturels en Europe** : assurer la présence d'une histoire des mouvements artistiques et culturels en Europe dans les manuels d'histoire.
- **Un service civique européen** pour encourager le volontariat et la mobilité des jeunes en Europe, il est proposé de créer un service civique Européen.
- **Université Handi-accueillante** un label européen dans le cadre du programme Erasmus.
- **L'harmonisation des diplômes** pour faciliter la mobilité et l'installation des jeunes européens dans la vie active.
- Une Garantie européenne pour l'enfance et d'un plan de lutte contre la pauvreté infantile.
- **Renforcer et valoriser les industries culturelles et créatives, la création et le patrimoine culturel en Europe** : trop méconnues et insuffisamment considérées, elles génèrent pourtant plus d'emplois et de croissance que d'autres secteurs importants. Nous proposons que culture, industries culturelles, patrimoine culturel et création retrouvent leur place au sein des priorités législatives et budgétaires et pour que soient mieux pris en compte et protégés les droits légitimes de celles et ceux qui en sont les acteurs.

UNE POLITIQUE MIGRATOIRE COURAGEUSE, CONFORME À NOS VALEURS

- Accueil et intégration : l'Europe doit créer des centres de premiers accueils pour recevoir de manière inconditionnelle les sans-abris et travailler à leur orientation selon leur situation. Elle doit aussi construire une politique d'intégration forte, fondée sur un apprentissage soutenu, dès l'arrivée en Europe, de la langue du pays d'accueil.
- Créer un **fonds d'aide au développement**.
- **Sur le modèle du GIEC**, créer un nouvel outil européen pour anticiper et réguler les flux migratoires – notamment les réfugiés climatiques, qui vont être de plus en plus nombreux – selon des clés de répartition communément admises et acceptées.
- **Une Europe qui aide véritablement les pays en voie de développement**. Relancer le partenariat UE / Méditerranée et Afrique dans l'objectif de créer une communauté de valeurs, d'intérêts et de destins, en rupture avec la logique sécuritaire de la droite européenne. **Lancer un agenda de coopération économique régionale et sous-régionale** pour résorber les disparités sociales et économiques entre les deux rives de la Méditerranée et ancrer la région dans l'économie mondiale.
- **Lutter contre les passeurs et démanteler les réseaux de trafic des êtres humains**, véritables organisations criminelles qui exploitent la vulnérabilité des migrants. Pour cela, il faut **renforcer la présence de l'Union européenne en mer Méditerranée**.
- **Prévenir le phénomène de «fuite des cerveaux»** avec les pays d'origine des migrations avec une politique de développement adaptée.
- Mise en place d'une politique européenne commune d'aide au développement, de coopération économique et de stabilisation des régions d'exil.

LES NOUVELLES FRONTIÈRES SOCIALES DE L'EUROPE

- **Écart maximal de salaires** défini au niveau européen/branche de manière paritaire entre les associations patronales européennes et les syndicats européens.
- Consécration de **l'égalité salariale entre les hommes et les femmes** avec mise en place d'un arsenal répressif harmonisé au niveau européen pour éviter la concurrence salariale par les discriminations de sexe.
- Une véritable politique de continuité territoriale pour les RUP. Car si les frontières de l'Europe sont majoritairement connues comme étant continentales, elles sont aussi ultra-marines. Les territoires éloignés de l'Europe continentale doivent pouvoir bénéficier de toutes les avancées gagnées et mêmes d'avancées spécifiques qui tiennent compte de leur implantation.
- N'oublions pas que l'Europe est une réalité quotidienne pour des centaines de milliers de travailleurs transfrontaliers. Ces citoyens mobiles peuvent être le point de départ et le moteur d'une nouvelle manière de considérer l'Union Européenne : plus écologique, plus juste, plus humaine. Si les pays ne sont pas capables de s'entendre pour améliorer leurs vies quotidiennes, ce doit être à l'Union d'imposer les investissements structurels, éducatifs et sociaux pour y parvenir. [NB ce que JC Juncker, pourtant luxembourgeois et très concerné, n'a jamais réussi à faire...]M
- **Modèle d'Europe Providence** garanti partout en Europe – et en particulier la portabilité des droits. Création d'une assurance chômage européenne.

L'EUROPE SOUVERAINE

FAIRE RESPECTER LES NORMES EUROPÉENNES (SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES) DANS LES TRAITÉS COMMERCIAUX

- De nouveaux traités commerciaux pour réécrire les règles de la mondialisation.
- **Transparence** dans les négociations.
- **Respect des grands textes internationaux** (Accord de Paris, conventions OIT, accords de coopération fiscale...).
- Extraterritorialité du Droit commercial européen et renforcement de l'Euro dans les échanges commerciaux.

RENFORCEMENT LES CAPACITÉS DE DÉFENSE DE L'EUROPE ET LA SÉCURITÉ DES EUROPÉENS

- Contrôle des exportations d'armements: **appliquer la position commune des États membres de 2008 qui encadre les exportations d'armements. Renforcer l'information du Parlement européen.**
- **Renforcement des groupements tactiques**: en renforçant la solidarité financière des États membres et en rallonger la période de mobilisation pour en faire de véritables partenariats de long terme.
- Rendre possible des coopérations renforcées en matière de défense et diplomatie.
- L'Union Européenne doit s'affirmer **comme moteur de la réforme des Nations Unis.**
- **Création d'un FBI Européen** ou renforcement des compétences d'Europol dans le domaine du terrorisme puis de la criminalité transnationale permettra d'assurer la sécurité des européens avec des outils de pointe.

CONQUÊTES INDUSTRIELLES

ET DÉFENSE DE LA BASE INDUSTRIELLE

- **Défense commerciale** : si un État hors de l'UE subventionne sa production aux exportations ou toute autre pratique déloyale, l'UE peut répliquer en faisant de même ou en restaurant l'égalité par les droits de douane l'entreprise étrangère et l'entreprise européenne.
- **Assouplissement du droit de la concurrence** pour protéger la constitution d'acteurs européens à dimension mondiale est nécessaire dans des secteurs stratégiques.
- **IDE** pour Instituer un Décret «Montebourg» à l'échelle de l'UE sur les investissements étrangers pour protéger les fleurons industriels et les jeunes entreprises innovantes.
- Mettre en œuvre une politique industrielle commune sur le modèle de la PAC.
- L'Union Européenne doit s'affirmer comme moteur de la réforme des Nations Unis.

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET LES INÉGALITÉS

Fin du transfert de la fiscalité des entreprises vers les salariés par la création d'un impôt sur l'activité réelle par pays, tel que proposé par l'économiste G. ZUCMAN.

METTRE FIN À LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

- L'objectif, à 5 ans, d'inflation et de chômage, est **fixé par le Parlement**. La BCE détermine en toute indépendance les voies et les moyens d'atteindre ces objectifs.
- Le Parlement Européen et les parlements nationaux **votent chaque année une cible de déficit** public au service d'une stratégie de croissance, en tenant compte de la conjoncture et des prévisions macro-économiques plutôt qu'en fonction d'une règle rigide de déficit (3%).
- Renégocier les critères de Maastricht, les soumettre à délibération du Parlement européen.
- Abandonner l'indépendance de la Banque centrale et promouvoir une politique monétaire et budgétaire au service de la croissance et de la lutte contre le chômage.

UN PARLEMENT DE PLEIN EXERCICE

- **Un Parlement législateur** a l'initiative exclusive des lois (directives) dès lors que ce pouvoir s'exerce dans le champ des compétences de l'Union européenne.
- **... qui vote le budget** et les recettes de l'Union européenne et définit le champ des ressources propres de l'Union européenne.
- **...qui fixe les objectifs économiques** de l'Union (inflation, croissance, chômage, dette/déficit) à 5 ans et donne mandat à la BCE.
- **Un gouvernement de plein exercice** responsable devant le Parlement.
- **Une meilleure association des villes et des régions** dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques européennes.
- Organiser des **Assemblées citoyennes biennuelles**, pour revivifier la démocratie européens.



www.parti-socialiste.fr |   